

dû quitter Mexico le 9 ou le 10 février, pour être à Huamantla le 14. Il en résulte une complète coïncidence entre la lettre écrite par l'empereur à M. Lares pour lui demander un programme et la mission confiée à M. Burnouf pour aller offrir à Porfirio Diaz les conditions qu'on a vues. Maximilien se serait ainsi adressé simultanément aux deux partis. Peut-être le fait fut-il connu ou tout au moins soupçonné du ministre et du général Marquez. Ce serait l'explication complémentaire de la précipitation qu'ils mirent à éloigner le prince de la capitale. Bien que la réponse de Porfirio Diaz aux ouvertures impériales ne fût pas douteuse, ils jugèrent que mieux valait ne pas lui laisser le temps d'arriver.

Quoi qu'il en soit, Marquez et ses amis politiques avaient voulu être maîtres de la situation ; ils l'étaient désormais sans conteste, en pleine sécurité. Maximilien, à Mexico, pouvait encore avoir la velléité et trouver les moyens d'échapper à leur direction ; à Queretaro, ce n'était plus qu'un nom dont ils avaient toute liberté de faire un mot d'ordre à leur guise.

## CHAPITRE VIII

SOMMAIRE : La situation militaire. — L'empire réduit à trois villes isolées l'une de l'autre. — Premier emprunt forcé à Mexico. — Conflit entre le corps diplomatique et le ministère. — Instant d'hésitation. — Réapparition soudaine de Marquez avec le titre de lieutenant général de l'empire. — Inauguration d'un régime nouveau. — Expédition manquée. — Chute de Puebla. — Porfirio Diaz met le siège devant la capitale.

En quittant la capitale, le maréchal Bazaine avait annoncé l'intention de descendre à petites journées sur Vera-Cruz, de manière à être le plus longtemps possible à même de revenir sur ses pas, si quelque grave événement l'exigeait. Sa première étape fut effectivement fort courte ; durant vingt-quatre heures, ses bivouacs restèrent à une lieue de Mexico. Mais dès le lendemain, quand les traînards et les détachements laissés en surveillance eurent rallié le camp, il accéléra sa marche. Le 8 février, il arriva à Puebla où il s'arrêta quelques

jours et qui fut définitivement évacuée le 16<sup>1</sup>. De cette ville, le général Castelnau écrivit une dernière fois à M. Dano, pour l'engager à voir l'empereur, et lui dire que le maréchal pouvait encore lui donner la main pour se retirer, en lui faisant observer que bientôt ce ne serait plus possible. Cette lettre, inspirée par la nouvelle du désastre que Miramon venait d'éprouver à San Jacinto, attestait les préoccupations grandissantes du quartier-général, au moment de laisser le malheureux prince engagé sans retour dans une aventure qui débutait sous de tels auspices. Mais elle ne pouvait plus être que la manifestation platonique d'une stérile sollicitude. Quand elle parvint au ministre de France, celui-ci n'avait même plus le moyen de tenter la démarche qu'elle suggérait. Maximilien était déjà sur la route de Queretaro, et M. Dano dut se borner à répondre (16 février 1867) :

« Le jeune empereur est moins que jamais disposé à accepter cette offre. Je regrette vivement qu'il se soit décidé à tenter les aventures. Il

1. A dater de là, aucune nouvelle de l'armée ne parvint plus à Mexico. On y apprit seulement beaucoup plus tard que le maréchal avait fait une nouvelle halte à Orizaba, que cette ville, évacuée le 26 février, avait été occupée le 27 par les Juaristes ; enfin que l'embarquement des troupes s'était terminé le 12 mars, et que l'expédition française au Mexique avait pris fin ce même jour, par le départ du commandant en chef pour l'Europe.

L'expédition avait duré cinq ans et trois mois.

serait très-fâcheux qu'il lui arrivât quelque malheur, mais personne ne pouvait le retenir, et nous moins que personne. »

Défendue par une assez forte garnison demeurée fidèle à la cause de l'empire, Puebla fit exception à la règle générale : plusieurs semaines devaient s'écouler avant qu'elle ne tombât au pouvoir des juaristes. Mais sur le reste de la ligne de Mexico à Vera-Cruz, les choses se passèrent comme elles se passaient partout depuis huit mois. Les forces républicaines, échelonnées à droite et à gauche de la route, laissaient l'arrière-garde française poursuivre tranquillement sa retraite, sans se montrer, sans rien faire qui pût inquiéter sa marche. Elles avaient ordre évidemment d'éviter le moindre incident de nature à engager à nouveau l'honneur de notre drapeau et à provoquer un retour offensif. Mais aussitôt le dernier de nos soldats disparu, elles prenaient possession du chemin et coupaient les communications ou du moins les réglementaient à leur gré. Dès le 11 février, six jours seulement après avoir été évacué, Mexico voyait sa dernière communication télégraphique interceptée. Les diligences obtenaient encore la permission de circuler, mais à la condition de se soumettre à tous les temps d'arrêt et à toutes les perquisitions qu'il convenait à chaque chef qu'elles rencontraient de leur imposer. Le courrier n'arrivait plus que par accident. Quant aux

marchandises, il leur fallait acheter par un péage, tantôt sur un point tantôt sur un autre, la permission de passer outre.

En fait, Mexico voyait dès lors commencer un blocus destiné à se resserrer chaque jour davantage et à se transformer finalement en siège régulier. Quatre mois durant, la population allait vivre séparée du reste du monde, courbée sous un joug de fer, en proie à toutes les souffrances, depuis celles de l'anxiété jusqu'à celles de la famine. C'est d'une ville cernée de toutes parts, isolée au milieu d'un pays entièrement acquis au parti contraire, privée de tout espoir de secours, sans autres ressources que celles qu'elle pouvait tirer d'elle-même, qu'une folle et coupable obstination prétendait faire le centre d'un nouvel empire mexicain.

La détermination soudaine qui entraîna Maximilien à abandonner la capitale, vint pour ainsi dire dédoubler le drame qui se préparait. Au lieu d'une scène unique et d'une seule action, il y en aura désormais deux. A l'heure tragique du dénouement, cette dualité disparaîtra de nouveau dans l'unité d'une même péripétie finale; mais, du 13 février au 19 juin, les événements se déroulent sans lien immédiat entre eux sur deux théâtres entièrement distincts l'un de l'autre : Queretaro et Mexico.

L'enchaînement des faits exige que nous restions quant à présent dans cette dernière ville. Ce qui

va s'y passer est indispensable à connaître d'abord, pour bien comprendre plus tard ce qui se sera passé à Queretaro et la catastrophe qui plongeait l'Europe dans la stupeur.

On vient de voir quelle était la situation de la capitale, au point de vue du dehors, au moment où l'empereur prenait la route de Queretaro et délégua le gouvernement à M. Lares. La situation au dedans était plus précaire encore.

Un millier d'Autrichiens réorganisés sous les ordres du colonel Kevenhüller après le licenciement de la légion régulière; deux à trois cents Français formés en contre-guérilla sous les ordres du commandant Chenet; un pêle-mêle de soldats mexicains recrutés par les moyens que j'ai dits, misérablement équipés, à peine exercés au maniement des armes, voilà pour les forces militaires. D'approvisionnements de quelque espèce que ce fût, pas même le soupçon. Il est vrai qu'on affirmait hautement l'impossibilité que Mexico pût jamais être cerné. Quant à la question pécuniaire, dans l'état de séquestration auquel on se trouvait réduit, il n'existait nécessairement plus une seule source de revenu régulier; aux exactions d'y pourvoir.

Le plus pressé était la chasse à l'argent. Elle commença par une contribution d'un pour cent sur tout capital supérieur à cinq mille francs, employé ou susceptible d'être employé dans une industrie quelconque. Le paiement devait être effectué en deux fois: moitié dans les six jours de la publication

du décret et l'autre moitié quinze jours après. La brièveté des délais aggravait l'énormité de la taxe. L'article 5 portait en outre « qu'il n'y aurait pas d'exceptions. » Cette formule impliquait que le nouvel impôt devait frapper toutes les classes de la population et les étrangers aussi bien que les Mexicains. Le corps diplomatique, resté au complet, se demanda s'il ne devait pas essayer de protéger ses nationaux respectifs contre une prétention si exorbitante. La situation était des plus délicates. Les représentants européens se trouvaient complètement désarmés en face d'hommes résolus à tout pour en arriver à leurs fins, irrités non pas seulement contre la France mais contre tout ce qui portait un nom étranger, sachant qu'ils n'avaient rien à espérer et rien à craindre de l'Europe, portés à la fois par tempéramment et par situation à faire bon marché des règles ordinaires. Aussi les avis furent-ils d'abord très-partagés parmi les diplomates sur la conduite à tenir. Quelques-uns craignaient que l'on ne s'exposât sans profit à une algarade qui achèverait de gâter les choses. D'autre part, il était évident qu'il fallait agir d'un commun accord ou se résigner en silence. Deux réunions furent nécessaires pour arriver à une décision : elles aboutirent à la conviction que mieux valait affronter de suite le danger d'un conflit, tôt ou tard inévitable, que de se laisser annihiler. Une note collective fut en conséquence rédigée pour protester contre l'applica-

tion de la contribution nouvelle aux résidents étrangers. Cette note fut délibérée, rédigée et signée par MM. Magnus, ministre de Prusse ; de Lago, ministre d'Autriche ; le marquis de Ribera, ministre d'Espagne ; Middleton, chargé d'affaires de la Grande-Bretagne ; Hoorickx, chargé d'affaires de Belgique, et Curtopassi, chargé d'affaires d'Italie. Le ministre de France, qui s'était abstenu de prendre part aux délibérations pour ne point paraître pousser à l'opposition vis-à-vis du ministère, apposa néanmoins sa signature à côté de celle de ses collègues. Quant à M. Otterbourg, consul des Etats-Unis, il représentait une puissance avec laquelle le gouvernement impérial n'entretenait point de rapports officiels ; bien que destiné à jouer un rôle prépondérant dans tout le cours de la crise, il restait nécessairement en dehors des démarches collectives de la diplomatie régulièrement accréditée.

La réponse ministérielle, après s'être fait attendre vingt jours, se réduisit à une fin de non-recevoir assez dédaigneusement motivée et nullement cordiale. On répliqua par une protestation en règle. Les positions respectives demeuraient ainsi nettement tranchées. Les représentants européens avaient affirmé leur solidarité et leur intention de considérer que rien n'était changé dans leur rôle, leurs attributions et leurs privilèges. Le gouvernement, sans méconnaître en termes exprès la continuation de leur mandat

international, donnait à entendre qu'il ne tiendrait aucun compte de ce qu'ils pourraient dire ou faire. Il fallait bien un peu s'y attendre, et c'était encore quelque chose que, dans la disposition d'esprit qu'il avait précédemment manifestée, M. Lares n'eût pas sommairement renvoyé la note de remontrance aux signataires. La contribution sur le capital tomba d'ailleurs d'elle-même, devant l'impossibilité matérielle d'en régulariser la perception. Elle fut abandonnée, après avoir servi de prétexte à quelques prélèvements arbitraires sur un certain nombre de riches maisons. Un impôt de capitation vint à la suite et servit encore à pressurer la bourgeoisie. Mais aucune taxe générale n'était plus de mise dans une ville fermée, morte au commerce comme à l'industrie, où une partie considérable de la population commençait à souffrir de la disette.

Le semblant de régularité qu'avaient affecté ces premières tentatives fiscales ne tarda pas à disparaître, pour faire place à l'extorsion de vive force sans palliatifs ni ménagements.

Le 21 février, on apprit que l'empereur était heureusement arrivé à Queretaro, après avoir livré en route deux combats victorieux. La nouvelle fut apportée par une lettre du général Marquez à M. Lares, lettre pleine d'enthousiasme, qui dépeignait les forces juaristes comme un ramassis de bandes sans cohésion ni discipline, toujours prêtes à en venir aux mains entre elles. L'état de

l'armée impériale, son ardeur, l'accueil fait à Maximilien étaient, par contraste, décrits en termes où l'exaltation de l'espérance allait jusqu'au lyrisme<sup>1</sup>.

En présence de ce tableau, il semblait qu'il n'y eût plus qu'à attendre l'annonce d'une bataille décisive dont l'issue, indiquée d'avance, rétablirait d'un seul coup la fortune de l'empire.

Les jours et les semaines se succédèrent néanmoins dans une vaine expectative. On finit par savoir que, au lieu de prendre la campagne, l'empereur et ses généraux s'étaient laissés enfermer dans Queretaro, où les corps combinés de Corona et d'Escobedo les tenaient étroitement assiégés. Pendant ce temps, Porfirio Diaz, après avoir un moment menacé Mexico, s'était rabattu vers Puebla, dont il avait résolu de s'emparer d'abord. Des trois villes<sup>2</sup> sur lesquelles flottait encore le drapeau de l'empire réduit à l'état de pure fiction, deux se trouvaient ainsi complètement investies, sans espoir de secours; la troisième, la capitale, bloquée à distance, surveillée de tous côtés, à moitié affamée, réduite à l'isolement et à l'im-

1. Voir *Note et Pièces justificatives*, lettre C.

2. Je laisse de côté Vera-Cruz. Protégée par sa situation privilégiée de port de mer contre un siège en règle ou un investissement effectif, elle fut la dernière à capituler. Mais, coupée de toute communication par terre, elle ne comptait et ne pouvait compter pour rien dans les événements de l'intérieur.